



Agbéyomé Kodjo : « La décentralisation ne s'improvise pas, il faut ouvrir le débat »

La question de la décentralisation et surtout de l'organisation par le Togo des premières élections locales depuis bientôt 30 ans revient avec acuité.

L'ancien Premier ministre, Agbéyomé Kodjo, président national de l'Organisation pour bâtir dans l'union un Togo solidaire (OBUTS), invité ce dimanche sur l'émission « 12-13 » de la radio Nana FM s'est largement prononcé sur la même question.

Sur l'immédiateté de ces élections très attendues, M. Kodjo estime que si le processus pour ces élections est lancé demain, le Togo ne pourra pas organiser ces élections dans les six (6) mois à venir. Il faut, selon lui, pour aller aux élections locales, ouvrir les débats.

« Il y a un certain nombre de dispositions qu'il faut prendre, c'est-à-dire ouvrir le débat avec tous les acteurs. En ce moment, nous devons dire quel type de décentralisation nous voulons implémenter au Togo ? Est-ce que nous organisons en même temps les élections pour dégager les conseillers municipaux ruraux, urbains, les conseillers de préfecture ? Il faut aussi régler la question du découpage électoral qui doit

obéir à des réalités socio-culturelles, l'accompagnement financier à accorder aux collectivités décentralisées et l'encadrement technique qu'il faut mettre en place », a-t-il indiqué.

Pour l'ancien ministre de l'intérieur, le retard pris par le pays en matière de décentralisation, est une « bonne chose », dans la mesure où cela a permis de voir les erreurs des autres. « Le Mali avait commencé très tôt. S'il avait réussi, il ne serait pas dans l'état actuel aujourd'hui. Nous savons ce qui a fait échouer la décentralisation dans un certain nombre de pays. La structure mise en place par le ministère de l'Administration territoriale à cet effet a été dans tous les pays voisins et elle a produit un rapport qui n'est pas encore publié », a fait savoir le président d'OBUTS.

Il a souhaité que le chef de file de l'opposition, Jean-Pierre Fabre, leader de l'Alliance nationale pour le changement (ANC) consulte son « file », c'est-à-dire l'opposition dans son ensemble. OBUTS, selon lui, est suffisamment avancé sur ce sujet et fera des « propositions utiles » pour, a-t-il dit, que le Togo puisse faire une « décentralisation de qualité ».